

Principes  
directeurs

---

des projets  
en langues  
autochtones

2008-2009



Canadian Television Fund  
Fonds canadien de télévision

# TABLE DES MATIÈRES

<b>1. Présentation du Fonds canadien de télévision</b>	<b>3</b>
<b>2. Fonctionnement du volet des Projets en langues autochtones</b>	<b>4</b>
2.1 Introduction	4
2.1.1 Aide au développement	4
2.2 Nature de la participation financière	4
2.3 Montant de la participation financière	5
2.3.1 Contribution du FCT	5
2.3.1.1 Combinaison des fonds du volet des Projets en langues autochtones et du volet ERT	5
2.3.2 Dépenses admissibles	5
2.3.2.1 Transactions entre parties apparentées	6
2.3.2.2 Assurance et protection d'achèvement	6
2.3.2.3 Doublage et sous-titrage	6
2.3.2.4 Dépenses liées à la commercialisation	6
2.3.2.5 Projets multiplateformes	6
2.3.2.6 Dramatiques et émissions pilotes	7
2.4 Évaluation des projets dans le processus sélectif	7
<b>3. Admissibilité au financement</b>	<b>9</b>
3.1 Requérants admissibles	9
3.1.1 Sociétés de production	9
3.2 Projets admissibles	9
3.2.1 Exigences fondamentales	9
3.2.1.1 Coproductions internationales en vertu d'accords officiels	10
3.2.2 Genres	10
3.2.3 Propriété et contrôle canadiens	11
3.2.4 Exigences techniques	11
3.2.5 Exigences et conditions en matière de droits de diffusion	12
3.2.5.1 Exigences-seuil en matière de droits de diffusion	13
3.2.5.2 Droits supplémentaires	13
3.2.5.3 Durée des droits de diffusion	15
<b>4. Conformité et déclarations</b>	<b>16</b>
4.1 Présentation des documents	16
4.2 Non-conformité	16
4.3 Fausse déclaration	16
<b>5. Présentation des demandes</b>	<b>17</b>

## **Interprétation, application, avis de non-responsabilité et autres renseignements importants :**

Les Principes directeurs sont communiqués à titre de renseignement et par commodité aux requérants (tels que définis à la [section 3.1](#)) qui déposent une demande auprès du Fonds canadien de télévision (FCT). Les Principes directeurs fournissent un aperçu des objectifs du FCT et de son administration ainsi que des renseignements sur les pratiques administratives habituelles du FCT. La conformité à ces Principes directeurs est une condition préalable à toute admissibilité à une aide financière du FCT.

Le FCT administre ses programmes et applique ses Principes directeurs de façon discrétionnaire afin de garantir un financement à des projets qui contribuent à remplir son mandat. L'interprétation du FCT prévaudra pour toute question relative à l'interprétation de ces Principes directeurs.

Tous les requérants et les télédiffuseurs (le cas échéant) doivent se conformer aux Exigences en matière de comptabilisation et de présentation (ECP) du FCT ainsi qu'aux politiques d'affaires applicables, telles que créées et modifiées au besoin. Les politiques d'affaires, incluant les ECP, sont énoncées à l'Annexe B de ces Principes directeurs et peuvent également être consultées sur le site Web du FCT à [www.ctf-fct.ca](http://www.ctf-fct.ca). Les renseignements compris dans les annexes A et B font partie intégrante des Principes directeurs.

Les productions qui bénéficient d'une participation financière du FCT au cours d'une année donnée doivent respecter les Principes directeurs et les politiques du FCT en vigueur au cours de cet exercice financier. Sauf indication contraire, les modifications apportées aux Principes directeurs et/ou aux politiques au cours d'un exercice financier ultérieur ne seront pas appliquées de façon rétroactive. L'exercice financier du FCT commence le 1er avril et se termine le 31 mars.

Veuillez noter : Ces Principes directeurs du FCT peuvent être modifiés ou clarifiés au besoin, sans préavis. Pour des renseignements et une documentation à jour sur ces Principes directeurs, veuillez consulter le site Web du FCT : [www.ctf-fct.ca](http://www.ctf-fct.ca).

## 1. PRÉSENTATION DU FONDS CANADIEN DE TÉLÉVISION

---

Le FCT participe financièrement à un grand nombre d'émissions typiquement et distinctement canadiennes qui reflètent la culture, les histoires et les thèmes canadiens. Le FCT appuie le développement, la production et la diffusion de tels projets télévisés aux heures de grande écoute. Ces projets doivent être accrédités par le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC) et doivent avoir obtenu un pointage de 10 sur 10 (ou le maximum de points appropriés au projet), tel que déterminé par le FCT à partir de l'échelle du BCPAC. Par ailleurs, ils doivent avoir été tournés au Canada et leur intrigue doit principalement s'y dérouler.

Ces projets doivent être initiés par des sociétés canadiennes, contrôlées par des Canadiens, qui exercent le contrôle financier et créatif des productions - du développement à la production jusqu'à la distribution et la télédiffusion. Leurs droits sous-jacents doivent être détenus et développés de façon significative par des Canadiens.

Le FCT est un fonds de programmation culturelle. Il n'appuie ni les productions « industrielles », ni les productions de « services étrangers », ni à celles contrôlées par des entités étrangères.

Le FCT appuie dans les langues anglaise, française et autochtones les quatre genres d'émissions sous-représentés suivants : enfants et jeunes, documentaires, dramatiques, variétés et arts de la scène.

Le FCT axe son soutien sur les projets possédant une entente de droits de diffusion et conçus essentiellement à l'intention d'auditoires canadiens et il s'efforce d'accroître l'écoute de ces productions.

Le FCT tient à atteindre tous les objectifs des politiques publiques liées à son mandat et vise à encourager la diversité des voix canadiennes dans les émissions qu'il appuie, et tout particulièrement : les émissions en langues anglaise, française et autochtones canadiennes et ce, autant en contexte majoritaire qu'en contexte minoritaire (comme les projets en langue française à l'extérieur du Québec et les projets en langue anglaise au Québec); et les projets issus des régions.

Le FCT reconnaît les circonstances uniques du marché télévisuel en langues autochtones et de la communauté des producteurs autochtones. L'objectif principal du volet des projets en langues autochtones est d'appuyer l'émergence de producteurs autochtones indépendants.

Le FCT veut également favoriser une relation de travail productive entre le FCT et les industries de la production et de la télédiffusion ainsi que maximiser l'efficacité et le rendement de l'administration des services du FCT.

## 2. FONCTIONNEMENT DU VOLET DES PROJETS EN LANGUES AUTOCHTONES

### 2.1 Introduction

Les projets admissibles (voir [section 3.2](#)) sont évalués selon une procédure de sélection qui respecte les critères d'une grille d'évaluation (voir [section 2.4](#)). Les projets admissibles peuvent recevoir des fonds établis en fonction des montants spécifiques de contribution maximale par projet (voir [section 2.3](#)) et d'autres restrictions précisées.

Pour bénéficier d'un financement en vertu du volet des Projets en langues autochtones, les projets doivent respecter toutes les exigences relatives à l'admissibilité et aux genres énoncées dans les Principes directeurs du FCT. Les projets doivent obtenir des droits de diffusion admissibles (voir la [section 3.2.5](#)). Les montants de la contribution maximale sont calculés en se basant sur les dépenses admissibles d'un projet (voir la [section 2.3.2](#)). Radio-Canada/CBC ne bénéficient pas d'un accès garanti à ce volet; toutefois, les projets pour lesquels des droits de diffusion ont été acquis par Radio-Canada/CBC peuvent présenter leur demande en vertu de ce volet de la même façon que les projets pour lesquels des droits de diffusion ont été acquis par un télédiffuseur autre que Radio-Canada/CBC.

Les projets en langues autochtones doublés en anglais ou en français qui respectent les exigences du FCT sont admissibles au financement offert en vertu de ce volet ou du volet de l'enveloppe de rendement du télédiffuseur, ou de ces deux volets à la fois.

Le FCT fera preuve d'une souplesse raisonnable dans sa gestion de ce volet.

#### 2.1.1 Aide au développement

Le FCT offre également un soutien financier au développement de projets en langues autochtones. Un maximum de 10 % des fonds de ce volet peut être réservé au développement. Les demandes d'aide au développement au-delà de la première phase présentées en vertu de ce volet doivent être soutenues par l'engagement financier d'un télédiffuseur canadien. Toutefois, aucune contribution minimale n'a été fixée.

Pour des informations générales sur l'aide au développement, veuillez consulter les Principes directeurs de l'Aide au développement du FCT. En cas de contradiction entre les dispositions de ces deux volets, le volet des Projets en langues autochtones prévaudra.

### 2.2 Nature de la participation financière

Le volet des Projets en langues autochtones peut offrir une combinaison de suppléments de droits de diffusion et de participation au capital.

Les suppléments de droits de diffusion complètent les droits de diffusion en espèces payés au requérant par le télédiffuseur. À ce titre, ils font partie des droits de diffusion du télédiffuseur pour la production et ne sont pas récupérables. La participation au capital constitue un investissement en espèces dans une production, ce qui signifie que le FCT acquiert un droit de propriété indivis dans toutes les versions de la production. La participation au capital est récupérable et est assujettie à une structure de récupération non négociable (laquelle est décrite et assujettie à toute exception prévue dans la Politique de récupération normalisée du FCT - voir l'annexe B).

D'une façon générale, la première contribution du FCT prend la forme d'un supplément de droits de diffusion pouvant aller jusqu'à 70 % de la contribution totale du FCT accordée en vertu de ce volet. Tout montant dépassant

ce maximum prendra la forme d'une participation au capital. Le FCT considère toutefois que toute demande de participation au capital inférieure à 10 000 \$ constitue un investissement insuffisant. Par conséquent, toute participation au capital inférieure à 10 000 \$ sera automatiquement convertie en un supplément de droits de diffusion.

## **2.3 Montant de la participation financière**

### **2.3.1 Contribution du FCT**

Le FCT peut déterminer de façon discrétionnaire le montant de sa contribution financière à un projet admissible, jusqu'à concurrence d'une contribution maximale de 70 % des dépenses admissibles d'un projet admissible ou de 200 000 \$ par projet admissible, la somme la moins élevée prévalant.

Dans un nombre limité de cas, la participation du FCT à un projet admissible pourrait être supérieure à 200 000 \$. Lors de l'exercice de ce pouvoir discrétionnaire, la préférence sera donnée aux émissions et aux séries dramatiques qui sont considérées prioritaires dans la procédure d'évaluation.

#### **2.3.1.1 Combinaison des fonds du volet des Projets en langues autochtones et du volet ERT**

Les télédiffuseurs peuvent combiner les fonds de leurs enveloppes ERT avec les fonds du volet des Projets en langues autochtones. Dans un tel cas, l'exigence-seuil en matière de droits de diffusion et la contribution maximale de la portion de l'ERT seront calculées par le FCT qui déterminera le ratio des dépenses admissibles sur la base de la participation du FCT dans l'ERT par rapport à la participation totale du FCT dans la production. Par exemple, si la participation du FCT par le biais de l'ERT représente 60 % de la contribution totale du FCT, les dépenses admissibles seront réparties proportionnellement comme suit : 60 % pour l'ERT et 40 % pour le volet des projets en langues autochtones.

Les calculs relatifs à l'exigence-seuil en matière de droits de diffusion et les montants de contribution maximale seront conformes aux exigences des ERT applicables à la part des dépenses admissibles et l'autre part des dépenses admissibles sera conforme aux exigences du volet des projets en langues autochtones.

Les calculs liés à la grille d'évaluation seront basés sur les dépenses totales admissibles.

### **2.3.2 Dépenses admissibles**

Les dépenses admissibles sont les dépenses établies dans le devis de production ou le rapport final de coûts d'un projet, selon les cas (incluant les dépenses des parties apparentées et non apparentées), auxquelles s'ajoutent toutes les dépenses considérées nécessaires par le FCT, moins toutes les dépenses considérées excessives, gonflées ou déraisonnables par le FCT. Une évaluation des dépenses admissibles du projet sera effectuée à l'entière discrétion du FCT. La participation du FCT est calculée sur la base des dépenses admissibles d'un projet admissible. Le FCT évalue les dépenses admissibles au moment de la demande, en se basant sur le devis de production du projet. Les dépenses admissibles peuvent inclure une augmentation des coûts finaux par rapport au devis de production, à condition qu'elle ait été approuvée par le télédiffuseur contribuant des droits de diffusion admissible au projet, mais excluent de telles augmentations n'ayant pas été approuvées.

Les coûts liés à un double tournage (tournage simultané en français ou en anglais et dans une langue autochtone) peuvent être considérés comme des dépenses admissibles dans le cadre de ce volet.

Une provision d'un ou de plusieurs postes de stagiaires réservés aux autochtones sera considérée comme une dépense admissible en vertu de ce volet.

D'autres politiques d'affaires du FCT concernant les dépenses admissibles sont jointes en annexe B.

#### **2.3.2.1 Transactions entre parties apparentées**

L'ensemble des rétributions, allocations et transactions entre parties apparentées doit être :

- ▶ divulgué au FCT; et
- ▶ conforme aux Exigences en matière de comptabilisation et de présentation du FCT/Téléfilm Canada du 1er janvier 2006, plus particulièrement, mais sans s'y limiter, aux [sections 3 et 4](#).

#### **2.3.2.2 Assurance et protection d'achèvement**

Les productions bénéficiant d'une aide du FCT doivent être assurées et offrir des garanties d'achèvement dont la forme et le montant conviennent au FCT. Les exigences du FCT en matière d'assurance et de garantie d'achèvement sont énoncées dans les politiques d'affaires du FCT jointes à ce document (Annexe B).

#### **2.3.2.3 Doublage et sous-titrage**

Les projets pour lesquels des droits de télédiffusion au Canada dans l'une des langues officielles (anglais ou français, selon le cas) ont été ou seront acquis avant la livraison du projet au télédiffuseur de la première fenêtre de diffusion devront être, tel que requis par le FCT, doublés ou sous-titrés au Canada, en faisant appel à des artistes, acteurs, employés et techniciens canadiens (selon le cas). Des exceptions pourraient être autorisées pour les coproductions réalisées en vertu d'accords officiels.

Le FCT exige que les coûts de doublage et de sous-titrage en langues française et anglaise soient inclus dans le devis de production s'il s'agit d'une obligation contractuelle requise par l'un des participants financiers canadiens. Le FCT ne participera pas, par le biais de ce volet, aux frais de doublage et de sous-titrage engagés par les distributeurs pour faciliter les ventes sur les marchés étrangers.

#### **2.3.2.4 Dépenses liées à la commercialisation**

Les dépenses admissibles peuvent inclure des coûts de commercialisation engagés durant la production du projet (c'est-à-dire les photos de production, l'embauche d'un publiciste pour organiser des interviews), mais excluent tous les autres coûts liés à la commercialisation.

#### **2.3.2.5 Projets multiplateformes**

Les dépenses admissibles des projets d'émissions pour les enfants et les jeunes peuvent inclure les coûts des nouveaux médias si le récit et/ou les composantes télévision et nouveaux médias sont intimement liés et interdépendants.

Le FCT n'appuiera pas les composantes liées aux nouveaux médias qui sont axées principalement sur la promotion, la commercialisation, l'administration ou sur d'autres aspects du projet qui ne se rapportent pas au récit ou à l'intrigue et qui ne cherchent pas à rehausser l'expérience vécue par les téléspectateurs.

Le FCT exige que les exigences-seuil en matière de droits de diffusion soient calculées par rapport au devis de production qui combine les coûts des composantes télévision et les coûts des nouveaux médias.

### 2.3.2.6 Dramatiques et émissions pilotes

Les dépenses admissibles d'une série peuvent inclure des coûts liés à des améliorations apportées à une émission pilote produite antérieurement si la série est consécutive à cette émission pilote.

## 2.4 Évaluation des projets dans le processus sélectif

La grille d'évaluation tient compte des circonstances particulières des productions destinées au marché autochtone.

### Grille d'évaluation

<b>Intérêt du télédiffuseur</b> Droits de diffusion en espèces, calculés comme suit : 1 point pour chaque tranche de 2 % du devis de production que les droits de diffusion représentent, jusqu'à concurrence de 20 points (Remarque : ce pourcentage est arrondi à la baisse, par exemple, 7,6 % est arrondi à 7 %)	<b>20</b>
<b>Auditoire</b> Potentiel d'auditoire Notoriété des éléments créatifs	<b>10</b>
<b>Contenu</b> Originalité Feuille de route de l'équipe de création Valeur de production	<b>40</b>
<b>Contenu autochtone</b> Version originale tournée dans une langue autochtone Nombre de particuliers ou de stagiaires autochtones occupant des postes clés Importance du contrôle exercé par des autochtones sur la création, le financement, la propriété et la distribution du projet	<b>30</b>
<b>Total partiel</b>	<b>100</b>
<b>Développement et stabilité financière (total partiel X jusqu'à 10 %)</b>	<b>10</b>
<b>Total</b>	<b>110</b>

### Description des critères de la grille d'évaluation :

- ▶ L'intérêt du télédiffuseur se reflète dans le niveau des droits de diffusion déboursés;
- ▶ Les éléments liés à l'auditoire comprennent le potentiel d'auditoire (en tenant compte de l'auditoire potentiel total d'un projet par rapport à l'importance du montant demandé au FCT), et la notoriété des éléments créatifs tels que le réalisateur, les interprètes ou le matériel source;



- ▶ Les éléments créatifs incluent le sujet, le scénario, les thèmes, les enjeux et la description visuelle et narrative, qui sont évalués d'après leur originalité et leur créativité. La feuille de route de l'équipe de création et la hauteur du devis de production par rapport aux éléments créatifs sont également pris en considération;
- ▶ La section " Contenu autochtone " privilégie la plus forte teneur possible de contenu, de langue et de contrôle autochtones;
- ▶ En ce qui concerne la prime de développement et de stabilité financière, la relation d'un requérant avec l'APTN ainsi que l'aide à la capitalisation reçue de sources fédérales par la société de production (et ses sociétés affiliées) seront pris en considération. Les requérants ou leurs sociétés affiliées qui sont liés de quelque façon que ce soit avec l'APTN ou TVNC ou qui reçoivent une aide à la capitalisation d'une source fédérale, ne sont pas admissibles à la prime de développement et de stabilité financière.

## 3. ADMISSIBILITÉ AU FINANCEMENT

### 3.1 Requérants admissibles

Un requérant admissible qui présente une demande en vertu de ce volet doit respecter les critères d'admissibilité suivants :

- ▶ le producteur doit déclarer qu'il est d'origine autochtone. Le FCT se réserve le droit d'exiger des preuves de l'ascendance autochtone du producteur;
- ▶ le requérant doit détenir au moins 51 % des titres de propriété de la société de production ainsi que des droits d'auteur liés à la production.

#### 3.1.1 Sociétés de production

Pour être admissible au soutien financier du FCT, le requérant\* doit être une société sous contrôle canadien en vertu des sections 26 à 28 de la *Loi sur Investissement Canada*, et son siège social doit être situé au Canada. Lorsqu'il évalue l'admissibilité d'un requérant, le FCT peut tenir compte d'autres facteurs, dont les suivants :

- ▶ le requérant exerce ses activités au Canada;
- ▶ la stabilité financière du requérant (exception faite des nouvelles sociétés de production sans société mère établie); et
- ▶ la principale activité du requérant est la production télévisuelle ou cinématographique.

Les sociétés de production affiliées à un télédiffuseur ne sont pas admissibles au volet des Projets en langues autochtones. Le FCT utilisera la définition d'«affilié» au sens de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

\*Aux fins de l'application de ces Principes directeurs, le terme «requérant» englobe et décrit tout co-requérant et/ou société mère, selon le cas.

### 3.2 Projets admissibles

Un projet admissible en vertu de ce volet est un projet qui respecte tous les critères de la [section 3.2](#) et de ses sous-sections.

#### 3.2.1 Exigences fondamentales

Une production doit satisfaire à toutes les « Exigences fondamentales » énoncées ci-dessous. Dans le cas des séries télévisées, chaque épisode devra satisfaire aux exigences fondamentales, peu importe si tous les épisodes ont été déposés en vue d'une demande de financement auprès du FCT ou non. Le FCT a un pouvoir discrétionnaire et peut déterminer si le projet est conforme ou non aux Exigences fondamentales établies; son interprétation prévaudra.

1. La production s'adresse à un public canadien et traite de thèmes et de sujets d'intérêt canadien.

2. Le projet doit être accrédité par le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC) et doit obtenir un pointage de 10 sur 10 (ou le maximum de points appropriés au projet), tel que déterminé par le FCT à partir de l'échelle du BCPAC.
3. Les droits sous-jacents sont détenus et développés de façon significative par des Canadiens.
4. Le projet est tourné au Canada et son intrigue s'y déroule principalement.

Veuillez consulter l'Annexe A pour plus de détails sur les Exigences fondamentales et sur les exceptions prévues selon le genre. Cette annexe contient des renseignements supplémentaires importants et fait partie intégrante de ces Principes directeurs.

### 3.2.1.1 Coproductions internationales en vertu d'accords officiels

Ces Exigences fondamentales doivent être interprétées de façon à ce que les partenaires des coproductions réalisées en vertu d'accords officiels soient considérés comme étant « canadiens ».

Par conséquent, les mots « canadien » et « Canadiens » mentionnés dans les Exigences fondamentales 1 et 3, et le mot « Canada » indiqué dans l'Exigence fondamentale 4 seront interprétés de manière à inclure le pays de coproduction. Dans le cas de l'Exigence fondamentale 2, le pointage de 10 sur 10 doit être atteint par des citoyens du Canada ou du pays de coproduction.

Pour les coproductions entre le Canada et un pays membre de l'Union européenne, les points de l'échelle du BCPAC (Exigence fondamentale 2) peuvent être accordés à un citoyen canadien ou tout autre pays membre de l'Union européenne.

Lorsqu'une production déposée auprès du FCT en tant que coproduction réalisée en vertu d'accords officiels ne peut obtenir d'attestation de coproduction officielle des autorités compétentes, la production finale doit satisfaire à toutes les Exigences fondamentales énoncées à la [section 3.2.1](#) ci-dessus (selon le genre approprié - voir l'annexe A) et respecter tous les critères d'admissibilité applicables aux projets qui ne sont pas des coproductions en vertu d'accords officiels pour demeurer admissible à un soutien financier du FCT.

### 3.2.2 Genres

Le FCT appuie les genres suivants : dramatiques, documentaires, enfants et jeunes et variétés et arts de la scène. Les définitions du FCT pour chacun de ces genres se trouvent à l'annexe A de ces Principes directeurs. Les émissions éducatives (y compris les émissions axées sur des programmes d'études) et les longs métrages sont admissibles au volet des Projets en langues autochtones. Dans le volet des Projets en langues autochtones, le FCT fera preuve de souplesse dans son interprétation des genres.

Voici une liste non exhaustive des genres et des formats d'émissions non admissibles à un soutien financier du FCT\* : productions commanditées, sports, nouvelles, jeux télévisés, actualités, affaires publiques, émissions portant sur des modes de vie, émissions pratico-pratiques, télé-réalité, télévision scolaire, infopublicités, vidéoclips, émissions éducatives structurées ou axées sur un programme d'études, achats de formats étrangers sans adaptation ou contribution créative canadienne significative, télémagazines, émissions d'entrevue, émissions d'entrevues culturelles, remises de prix, célébrations d'événements spéciaux, galas, reportages d'actualité, émissions d'intérêt religieux, émissions de levée de fonds, émissions-bénéfices, hommages, émissions à caractère promotionnel, émissions de motivation, récits de voyage et interludes.

\*Il existe une certaine flexibilité au niveau des émissions pour enfants et jeunes à cet égard. Voir l'annexe A pour plus d'information.

### 3.2.3 Propriété et contrôle canadiens

Un projet admissible doit remplir les critères suivants\* :

- ▶ le projet appartient à des intérêts canadiens et est contrôlé par des intérêts canadiens sur les plans créatif et administratif;
- ▶ le projet est financièrement contrôlé par des citoyens canadiens ou par des résidents permanents;
- ▶ le projet est et a été contrôlé du point de vue financier et créatif par une société de production canadienne durant toutes les phases de la production, de la conception du projet à la postproduction et tous les droits de distribution et d'exploitation sont détenus et ont été contrôlés par une société de production canadienne dès le début;
- ▶ une émission auparavant produite à l'interne par un télédiffuseur est admissible au soutien financier du FCT si le requérant est une société indépendante de production qui contrôle entièrement les différents aspects du projet;
- ▶ d'une façon générale, un particulier, une entité ou toute entité non canadienne liée au projet ne peut pas fournir plus de 49 % du financement ou du coût final de la production (que ce soit sous forme de droits de diffusion, d'avances sur distribution, de biens et de services et/ou d'investissement en capital). Toutefois, une entité non canadienne, sans lien de dépendance, spécialisée dans les prêts ou dans les nantissements peut fournir plus de 49 % du financement intérimaire;
- ▶ le requérant doit conserver et exercer tous les droits de contrôle ou d'approbation habituellement réservés au producteur. Ces derniers incluent le contrôle et le pouvoir d'approbation finale des décisions touchant les aspects créatifs et financiers, la distribution et l'exploitation de la production, ainsi que la préparation et l'approbation finale du devis, sous réserve des droits d'approbation raisonnables et normaux généralement exigés par les autres investisseurs sans lien de dépendance, y compris les télédiffuseurs et les distributeurs canadiens;
- ▶ le requérant doit détenir tous les droits (dont les droits d'auteur) et options nécessaires à la production et à la distribution du projet au Canada et à l'étranger et il doit également conserver un intérêt financier permanent dans le projet.

\* Ces critères peuvent être interprétés afin de permettre aux coproductions canadiennes en vertu d'accords officiels d'accéder au financement du FCT.

### 3.2.4 Exigences techniques

Les projets admissibles doivent remplir les critères suivants :

- ▶ Le projet doit être conforme au code de déontologie de l'Association canadienne des radiodiffuseurs et respecter l'ensemble des normes appuyées par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), notamment en matière de stéréotypes sexuels et de violence;
- ▶ Sa durée de diffusion doit être supérieure à 30 minutes (incluant les pauses publicitaires). Un bloc d'émissions pour les enfants, peu importe sa durée, peut toutefois être admissible à un soutien financier, mais cela ne s'applique pas aux émissions pour les jeunes.

- ▶ Si les émissions contiennent des narrations, des dialogues et des chansons, elles doivent comporter des sous-titres codés pour les malentendants. Des exceptions peuvent être autorisées pour les projets qui s'adressent aux enfants de moins de cinq ans, pour les projets en langues autochtones n'utilisant pas l'alphabet romain et pour les productions tournées en direct.
- ▶ Ce doit être une nouvelle production. Une nouvelle production est une production qui, essentiellement, n'est pas une version remontée d'une émission produite précédemment. Dans le cas d'une série, le FCT considérera le cycle entier afin de déterminer si le projet est un remontage ou non (par exemple un documentaire de tournage et/ou des épisodes de rattrapage peuvent être permis). Les projets comprenant principalement des métrages d'archives peuvent être considérés comme de nouvelles productions si le métrage d'archives n'a pas été simplement remonté en tout ou en grande partie pour le projet.
- ▶ Les requérants ne peuvent bénéficier que d'un financement se limitant à une production par type d'émission par année, excluant les projets de développement;
- ▶ D'une manière générale, le FCT s'attend à ce que les principaux travaux de prises de vue /animation-clé des productions financées débutent au cours de l'exercice financier durant lequel le financement a été accordé ou dans les trois mois qui suivent. Des exceptions pourraient être autorisées, comme par exemple, pour des projets devant capter des événements à un moment précis.

### 3.2.5 Exigences et conditions en matière de droits de diffusion

Les projets jugés admissibles au soutien du FCT doivent avoir une entente de droits de diffusion valide consentie par un (ou plusieurs) télédiffuseur(s) canadien(s) pour la télédiffusion de la production au Canada qui respecte toutes les exigences de la [section 3.2.5](#) et de ses sous-sections, lesquelles permettent au requérant d'encaisser des droits en espèces en échange des droits de diffusion (Droits de diffusion admissibles). Ces droits de diffusion doivent être véritables, conformes aux normes de l'industrie, acquis à leur juste valeur et non récupérables. Les télédiffuseurs canadiens englobent tous les télédiffuseurs privés, publics et de la télévision éducative, ainsi que toutes les chaînes de télévision spécialisées, de télévision payante et de télévision à la carte.

Les droits de diffusion admissibles doivent être payés en espèces et ne peuvent comprendre des installations, des produits ou services, une participation au capital, l'achat de temps d'antenne par le producteur, des sommes liées à des dons ou des commandites que le requérant aurait négociés et réussi à obtenir, des crédits d'impôt ou tout autre arrangement qui, de l'avis du FCT, ne constitue pas véritablement un droit de diffusion en espèces.

Lorsque l'attribution de droits de diffusion dépend, en tout ou en partie, d'un rachat de services par le fournisseur des droits de diffusion, le FCT peut décider de déduire la valeur des services ou des installations en cause de la valeur totale des droits de diffusion afin de déterminer les montants des droits de diffusion admissibles utilisés pour déterminer les montants des droits de diffusion admissibles pour tous les calculs du FCT. Cette détermination sera faite cas par cas.

Les dispositions ci-dessus n'interdisent pas à un télédiffuseur canadien de contribuer à la production admissible en participant au capital ou en offrant des services ou des installations, en plus de sa contribution en espèces pour l'achat des droits de diffusion.

L'acquisition des droits de diffusion en langue française par un télédiffuseur de langue anglaise et des droits de diffusion en langue anglaise par un télédiffuseur de langue française ne sera pas acceptée dans les ententes de droits de diffusion contenant des droits de diffusion admissibles, sauf si ces droits ont été acquis par des canaux de télédiffusion bilingues. Dans de tels cas, le télédiffuseur bilingue doit déclarer au FCT le prix d'acquisition des droits de télédiffusion dans chaque langue. La vente de droits de diffusion dans une langue n'interdit pas à un producteur d'exploiter les droits de diffusion dans d'autres langues.

Une entente de télédiffusion assortie de droits de diffusion admissibles doit contenir un engagement sans réserve du télédiffuseur à diffuser une version de la production sous-titrée pour malentendants, dans les 18 mois qui suivent l'achèvement et la livraison de la production. Si le télédiffuseur ne respecte pas ces exigences de diffusion, les droits de diffusion seront considérés inadmissibles à une participation du FCT. \* Le FCT étudiera les demandes d'extension de ce délai au cas par cas. Pour les télédiffuseurs de deuxième fenêtre de diffusion et des fenêtres ultérieures, l'engagement de diffusion dans les 18 mois aux heures de grande écoute débute au commencement de la période de licence du télédiffuseur.

Les projets en langues autochtones qui n'utilisent pas l'alphabet romain ne sont pas visés par l'exigence d'être sous-titrés pour malentendants. La télédiffusion d'une production dans une langue autochtone aux heures de grande écoute n'est pas exigée.

\*Le FCT peut renoncer à l'exigence de diffusion des émissions pilotes si le télédiffuseur et le requérant consentent tous deux, une fois le projet achevé et livré que l'émission pilote ne devrait pas être diffusée.

### 3.2.5.1 Exigences-seuil en matière de droits de diffusion

Ce volet ne comporte aucune exigence-seuil en matière de droits de diffusion.

### 3.2.5.2 Droits supplémentaires

Les droits de diffusion admissibles ne confèrent aucun des droits suivants aux télédiffuseurs canadiens :

- ▶ droits de propriété, de participation aux profits, de remboursement ou de récupération pour la production;
- ▶ droits de diffusion pour des territoires non canadiens ou restrictions de la capacité du requérant d'exploiter ces droits, exception faite de la protection des droits liés au débordement des signaux de radiodiffusion et des droits exclusifs de première mondiale; lorsqu'un télédiffuseur se voit attribuer des droits exclusifs de première mondiale, les ententes de licence doivent contenir une clause de renonciation aux droits de première mondiale au cas où serait conclue une vente de bonne foi avec une entité étrangère, à la condition que cette entité étrangère s'engage à ne pas télédiffuser l'émission dans les six mois suivant sa livraison au télédiffuseur canadien; autrement dit, lorsqu'une vente de bonne foi a été conclue avec une société étrangère, le télédiffuseur ne peut en aucun cas conserver des droits de première mondiale plus de six mois après la livraison; ou
- ▶ droits supplémentaires (droits de vidéo domestique, de produits dérivés, de nouveaux médias, d'exploitation hors salle, de distribution en ligne, de diffusion ou de transmission de contenu en ligne ou tout type de vidéo sur demande ou toute autre méthode de distribution semblable) pour des territoires canadiens ou non canadiens.

Un télédiffuseur peut acquérir des droits de propriété, de participation aux profits, de remboursement ou de récupération lorsque ces droits supplémentaires ne font pas partie des droits de diffusion admissibles de la production. Ces droits doivent être évalués et payés séparément.

Un télédiffuseur ou un distributeur admissible (au sens de la Politique de récupération normalisée du FCT - voir Annexe B) affilié au télédiffuseur peut acquérir d'autres droits ou des droits de diffusion à l'étranger à condition que ces droits ne fassent pas partie des droits acquis en échange des droits de diffusion admissibles. Ces droits doivent être évalués et payés séparément. Malgré ce qui précède, la [section 2.3.2.5](#) demeure en vigueur.

### **Balises pour la négociation de droits supplémentaires**

Le FCT est conscient que le secteur de la télédiffusion fait actuellement l'objet d'importants changements technologiques qui touchent les droits de négociation entre les télédiffuseurs, les producteurs et les créateurs. Pour faciliter la bonne conduite des négociations de droits supplémentaires, le FCT a mis en place des balises temporaires. Elles seront révisées périodiquement, à mesure que l'industrie négociera des ententes, pour déterminer l'incidence des changements technologiques sur la valeur de différents droits de plateformes, etc.

Les exigences du FCT concernant la négociation et l'achat de droits supplémentaires (décrites au troisième point de la [section 3.2.5.2](#)) varient selon l'emplacement géographique de la société de production.

#### **1. Productions réalisées par une société dont le siège social est à l'extérieur du Québec**

Les exigences suivantes visent toutes les sociétés de production situées à l'extérieur du Québec, peu importe la langue de production, la langue du producteur ou la province du (ou des) télédiffuseur(s) acquéreur(s) de licence :

- ▶ La négociation de droits supplémentaires peut débuter au plus tôt deux semaines après l'exécution d'une entente complète visant des droits de diffusion au Canada. Par conséquent, ces négociations doivent être menées séparément de la négociation des droits de diffusion. Le producteur et le télédiffuseur peuvent négocier un accord d'exploitation de droits supplémentaires si les deux parties y consentent. Dans le cas contraire, l'exploitation de droits supplémentaires par l'une ou l'autre des parties est interdite pendant une période d'un an à partir de la date du début de l'exploitation des droits ou de la première diffusion, la première de ces dates prévalant, et l'entente de droits de diffusion au Canada doit demeurer en vigueur. Les producteurs et les télédiffuseurs qui s'entendent pour négocier les droits supplémentaires en même temps que l'entente de droits de diffusion peuvent faire parvenir à la présidente du FCT une lettre signée des deux parties l'informant de leur désir mutuel de se désister du délai de deux semaines prévu entre la négociation des droits de diffusion et la négociation des droits supplémentaires.

#### **2. Productions produites ou coproduites par une société dont le siège social situé au Québec**

Les droits supplémentaires sont négociés différemment dans le cas des productions produites ou coproduites par une société située au Québec.

Les exigences suivantes visent toutes les sociétés de production situées à l'extérieur du Québec, peu importe la langue de production, la langue du producteur ou la province du (ou des) télédiffuseur(s) acquéreur(s) de licence.

- ▶ Les ententes de droits de diffusion ne peuvent limiter de façon déraisonnable l'exploitation par le producteur de « Droits supplémentaires - Distribution conventionnelle », c'est-à-dire l'exploitation de produits dérivés, de vidéos domestiques, de DVD ou de tout autre mode de distribution connexe.

- Dans le cas des émissions dramatiques, le délai maximal d'exploitation des « Droits supplémentaires - Distribution conventionnelle » est de deux diffusions ou une année à compter du moment de la livraison, la première de ces éventualités prévalant. Dans le cas des séries, le délai maximal est de deux diffusions du premier épisode ou une année à compter de la livraison du premier épisode, la première de ces éventualités prévalant. Pour les autres genres, la restriction maximale est de trois mois après la première diffusion du projet ou du premier épisode.
- À l'égard des « Droits supplémentaires - Nouvelle plateforme », c'est-à-dire les nouveaux médias, la distribution en ligne, la diffusion, la transmission en ligne ou toute forme de vidéo sur demande ou autre forme de distribution analogue, un producteur ne peut céder ou vendre de « Droits supplémentaires - Nouvelle plateforme » à une tierce partie sur le même territoire et pour la même durée consentis à un télédiffuseur ayant acheté des droits exclusifs (en accordant des droits de diffusion admissibles) sans avoir obtenu au préalable le consentement de ce (ou ces) dernier(s).

### 3.2.5.3 **Durée des droits de diffusion**

Le FCT déterminera la durée maximale autorisée de toutes les fenêtres de diffusion accordées en contrepartie de droits de diffusion admissibles (durée maximale). En vertu de ce volet, la durée maximale des périodes de diffusion avec ou sans ententes d'exclusivité est de six ans pour tout type d'émission.

La durée de la licence débute à la date prévue au contrat négocié entre le requérant et le télédiffuseur. La durée de la licence est la période de temps au cours de laquelle un télédiffuseur a le droit de diffuser une émission. Dans le cas d'une série, la durée débute à la date de diffusion du premier épisode et non à la date de diffusion de chaque épisode.

Par souci de clarté, il convient de rappeler que le début de la période d'application de la licence et la date de la première mise en ondes ne coïncident pas nécessairement. Par exemple, la durée des droits de diffusion d'un télédiffuseur peut aller du 1er septembre 2008 au 1er septembre 2012, mais le télédiffuseur peut décider que la première télédiffusion aura lieu le 15 novembre 2008. Aux fins d'admissibilité, la durée de la licence commencera le 1er septembre 2008.

Les télédiffuseurs peuvent acquérir, en plus des droits de diffusion pour la durée maximale, un droit de première négociation et de dernier refus pour des créneaux de télédiffusion supplémentaires de l'émission ou du cycle autorisé. Le droit de première négociation ne peut être exercé avant la livraison de l'émission pour la première fenêtre de diffusion. Les télédiffuseurs ne peuvent acquérir de droit de dernier refus pour tout autre droit, y compris des droits pour des créneaux de télédiffusion de cycles futurs ou des droits sur des versions futures de l'émission.

Dans le cas des séries télévisées, les ententes de diffusion incluant des droits de diffusion admissibles ne peuvent contenir de clauses de droits co-terminus. Ces clauses qui prolongent la durée des droits de diffusion existants jusqu'à la fin de la licence de renouvellement sans frais supplémentaires sont interdites dans le contexte des renouvellements de séries, mais ces droits de diffusion peuvent conférer des droits de première négociation et/ou de dernier refus pour la prolongation des droits de diffusion des épisodes existants de la série.



## 4. CONFORMITÉ ET DÉCLARATIONS

---

### 4.1 Présentation des documents

Les requérants sont responsables de l'acheminement de leurs demandes au FCT et ils doivent s'assurer que le FCT a reçu tous les documents pertinents et veiller à la mise à jour des documents après un changement important. Le FCT peut exiger d'autres documents et informations pour évaluer un projet et, une fois cette évaluation terminée, pour terminer ses rapports pertinents, en cas de besoin. Dans le cadre de l'étude et de l'évaluation d'un projet, le FCT se réserve le droit de ne fonder son évaluation que sur les documents écrits et audiovisuels initiaux soumis par le requérant.

### 4.2 Non-conformité

Si un requérant ne se conforme pas à ces Principes directeurs, le FCT peut rejeter la demande, révoquer l'admissibilité du projet et exiger le remboursement de toute somme consentie au requérant.

### 4.3 Fausse déclaration

Les conséquences liées à la fourniture de faux renseignements ou à l'omission d'informations importantes dans une demande ou à son sujet peuvent être graves. Elles peuvent être les suivantes, entre autres :

- ▶ Le projet actuel du requérant peut devenir inadmissible à un financement;
- ▶ Les productions ultérieures du requérant peuvent être inadmissibles à un financement;
- ▶ Le requérant peut devoir rembourser avec intérêts les sommes déjà consenties à titre d'avance;
- ▶ Le requérant peut faire l'objet d'une poursuite criminelle en cas de fraude.

Ces mesures peuvent être imposées au requérant ainsi qu'aux sociétés et particuliers qui lui sont apparentés, associés et affiliés (à l'entière discrétion du FCT). Les requérants dont la demande de financement est acceptée doivent signer une entente légale contenant d'autres dispositions sur les fausses déclarations, les cas de défaut et autres sujets connexes.

## 5. PRÉSENTATION DES DEMANDES

---

### DATES LIMITES DE DÉPÔT DES DEMANDES

<b>Date limite finale</b>
Production: 17 mars 2008

Aide au développement	Début de la période de réception des demandes 3 mars 2008	Date limite finale 24 novembre 2008
-----------------------	---	--

*Définitions des dates limites :*

#### **Date limite finale**

La date limite finale est le dernier délai pour le dépôt de toutes les demandes pour l'exercice financier.

#### **Début de la période de réception des demandes**

Tous les requérants peuvent présenter des demandes d'aide au développement dans le cadre de ce volet à partir de la date indiquée ci-dessus.

## Lieux de dépôt des demandes

Les requérants peuvent présenter leur demande de financement par l'entremise de eTelefilm, à l'adresse [www.telefilm.gc.ca](http://www.telefilm.gc.ca).

Les requérants peuvent également présenter leur demande de financement au FCT à l'un des bureaux de l'Unité d'affaires - Télévision de Téléfilm Canada suivants :

### **MONTRÉAL**

360, rue Saint-Jacques, 5<sup>e</sup> étage

Montréal (Québec) H2Y 1P5

Sans frais : 1-800-567-0890

Téléphone : (514) 283-6363

Télécopieur : (514) 283-8212

### **HALIFAX**

1717, rue Barrington, bureau 300

Halifax, (Nouvelle-Écosse) B3J 2A4

Sans frais : 1-800-565-1773

Téléphone : (902) 426-8425

Télécopieur: (902) 426-4445

### **TORONTO**

474, rue Bathurst, bureau 100

Toronto (Ontario) M5T 2S6

Sans frais : 1-800-463-4607

Téléphone : (416) 973-6436

Télécopieur : (416) 973-8606

### **VANCOUVER**

609, rue Granville, bureau 410

Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1G5

Sans frais : 1-800-663-7771

Téléphone : (604) 666-1566

Télécopieur : (604) 666-7754

Pour des informations sur le statut de votre demande de financement, veuillez communiquer avec l'Unité d'affaires télévision de Téléfilm Canada au 1-800-463-4607.

Pour des informations sur les politiques du FCT, veuillez communiquer avec le Fonds canadien de télévision au 1-877-975-0766 ou par courriel à l'adresse suivante : [langues-autochtones@ctf-fct.ca](mailto:langues-autochtones@ctf-fct.ca).

Pour communiquer avec le Fonds canadien de télévision :

Fonds canadien de télévision

50, rue Wellington Est, 4<sup>e</sup> étage

Toronto (Ontario) M5C 1S2

Sans frais : 1-877-975-0766

Téléphone : (416) 214-4400

Télécopieur : (416) 214-4420

[langues-autochtones@ctf-fct.ca](mailto:langues-autochtones@ctf-fct.ca).

Pour de plus amples renseignements ou pour d'autres informations sur les politiques du FCT, veuillez vous rendre à : [www.ctf-fct.ca](http://www.ctf-fct.ca).